



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti ouvrier
révolutionnaire et de l'Internationale ouvrière
révolutionnaire

Supplément « Étudiants » à CPS n°76 –

17 mai 2020

Socialisme ou barbarie

Partout dans le monde, la jeunesse confrontée à la crise du capitalisme

L'irruption du Covid-19 dans un marché de Wuhan a déclenché une pandémie qui, en quelques jours, a ouvert une crise économique latente depuis 2008, crise dont les conséquences sont et seront incomparablement plus dévastatrices que la maladie elle-même.

Dès le début de l'épidémie, ont été mises en évidence les conséquences dramatiques des coupes sombres dans le budget des hôpitaux publics, le choix politique de faire de la santé un marché libre pour la chasse au profit. Même un matériel aussi basique dans sa conception et sa fabrication que les masques a fait défaut, pour ne rien dire de l'absence de tests qui permettraient de gérer rationnellement la non-diffusion du virus.

Mais face à la crise sanitaire, la seule préoccupation des bourgeoisies au pouvoir, c'est de sauver le système qui garantit leurs privilèges quoi qu'il en coûte : famine, misère, chômage, dévastation de la planète.

L'épidémie n'épargne aucun pays, mais ceux qui doivent coûte que coûte travailler pour survivre payent un tribut beaucoup plus lourd à la maladie. La faillite du système capitaliste, qui a dépouillé les services publics de santé au bénéfice des établissements de soins et des laboratoires privés, n'épargne aucun domaine.

Le capitalisme c'est la barbarie sur toute la ligne !

Une crise dévastatrice du mode de production capitaliste avec des conséquences effroyables pour les masses du monde entier

Le développement de la pandémie due au Covid-19 a accéléré la tendance à la crise générale du mode de production capitaliste. Avant même la pandémie, tous les indicateurs publiés en novembre 2019 (niveau d'endettement, chute accélérée de la production industrielle, décroissance du commerce mondial) montraient combien la marche à une crise généralisée était engagée. Les moyens mis en œuvre par les banques centrales et les États pour contenir la crise financière de 2008 n'ont en fait qu'aggravé les contradictions. La crise a été à peine contenue. Il n'y a pas eu de relance de l'activité économique au plan mondial. Tous les commentateurs qui ont investi les plateaux de télévision, les radios, la presse s'efforcent de masquer cette réalité.

Déjà se manifeste ce que le prolétariat, la classe ouvrière, la jeunesse subissent du fait des développements d'une crise qui n'en est qu'à ses débuts. Le chômage de masse se répand comme une traînée de poudre. A titre d'exemple, au cœur de la première puissance impérialiste mondiale, « sur le seul mois d'avril, au moins 22 millions d'emplois pourraient avoir été détruits, soit onze fois plus que le précédent record mensuel remontant à la démobilisation de septembre 1945. Au total, près de 33,5 millions d'Américains ont demandé une allocation chômage ». Pour la France, depuis le début de l'épidémie, près de 500 000 emplois ont été détruits. Au chômage de masse, il faut ajouter pour de vastes franges du prolétariat et de la jeunesse l'impossibilité de se soigner du fait d'une politique générale des États de liquidation de la santé publique (notamment en France). Selon les données communiquées par la FAO, la faim sera la cause de plus de morts que l'épidémie elle-même.

La jeunesse sous le feu de la crise

Les jeunes sont parmi les premières victimes de la crise. Ils en subissent de plein fouet les conséquences. Nombre d'entre eux, invisibles dans les statistiques et déjà victimes du chômage de masse, ont perdu les « petits jobs » qui leur permettaient de survivre et qui ouvraient la possibilité, pour certains d'entre eux, d'avoir accès à une maigre assurance-chômage. Selon l'INSEE, près de 50% des étudiants ne peuvent financer partie ou totalité de leurs études qu'au moyen de ces « petits jobs », emplois précaires parmi les plus précaires, souvent des plus dégradants et dans des conditions de surexploitation extrême. Il est probable que de nombreux étudiants n'auront d'autre possibilité que d'interrompre ou même de cesser leurs études. Selon les statistiques officielles, certainement en-dessous de la réalité, 20% des étudiants vivent au-dessous du seuil de pauvreté,

sans revenus pour se loger et parfois même pour se nourrir. Pour cause de confinement les étudiants ont quitté les facs. Pour partie, ils sont restés confinés dans des logements exigus, d'autres se sont réfugiés dans leur famille. Nombre d'entre eux sont dans l'impossibilité de suivre des enseignements à distance ou de passer leurs examens.

Au-delà de cette aggravation de leur misère, la répression policière contre les jeunes prend des proportions inégales, en particulier dans les banlieues populaires où ceux-ci tentent de manifester et de s'organiser contre les conditions qui leur sont faites, la faim et le manque de tout pour survivre. Humiliations à caractère raciste, contrôles systématiques et amendes, matraquages et gazages, mises en garde à vue et condamnations immédiates se multiplient.

Sélection sociale et liquidation de la valeur nationale des diplômes

Les gouvernements n'ont eu de cesse de remettre en cause le droit aux études, à une qualification pour la jeunesse étudiante. Avant même le déclenchement de la crise liée à la pandémie, les étudiants ont été confrontés à des attaques de grande ampleur. Se sont ainsi succédés lois et décrets (Pécresse, Fioraso, ORE, Parcoursup, sélection en master, arrêtés licences, hausses des frais d'inscription pour les étudiantes étrangères, réduction massive des heures de cours et des budgets des universités) qui visent tous l'objectif de disloquer l'enseignement supérieur public au profit de l'enseignement privé payant.

Son but est la destruction de l'université publique transmettant les connaissances à la pointe de la recherche scientifique et donnant une qualification aux étudiants à travers des diplômes nationaux reconnus par les conventions collectives et références des grilles de la Fonction publique. Jusqu'à présent, cette valeur nationale des diplômes était encore préservée par le cadrage national dans le Code de l'éducation. A l'inverse, les diplômes à la carte, ce sont, par exemple, les masters payants à Nice, reconnus par personne si ce n'est les entreprises qui les dirigent. L'objectif affiché par le gouvernement Macron est clair : face à la crise, il faut déqualifier la jeunesse pour la mettre en concurrence avec l'ensemble du prolétariat et faire baisser la valeur de sa force de travail. La concurrence, d'autant plus dans le cadre actuel, où la loi d'état d'urgence sanitaire attaque également les dispositions du Code du travail, c'est la possibilité d'exploiter à sa guise et d'extraire le plus possible de plus-value.

Mais avec les ordonnances permises par la loi d'état d'urgence sanitaire, qui vient d'être prolongée jusqu'au 10 juillet 2020, le gouvernement et sa ministre Vidal, avant même l'adoption de la loi LPPR, organisent la liquidation ultime des diplômes nationaux. L'ordonnance 2020-351 autorise les instances des universités à déroger au Code de l'éducation jusqu'au 31 décembre 2020 et leur donne tout pouvoir en ce qui concerne les modalités d'examen, d'attribution des diplômes et de sélection. Vidal fait le forcing pour que les examens du semestre pair soient organisés par tous les moyens (examens en ligne, QCM, DM) selon des modalités de contrôle des connaissances définies université par université. Pour la grande majorité des étudiants, c'est l'incertitude totale pour leur avenir, et les examens s'organisent dans l'anarchie la plus complète. De fait, c'est la fin des diplômes nationaux, non seulement dans l'immédiat, mais aussi pour la prochaine rentrée universitaire.

Pour le gouvernement Macron-Philippe-Vidal, ces mesures n'ont rien d'exceptionnel, elles sont destinées à être pérennisées ; car le gouvernement profite de cette crise sanitaire, dont il est responsable, pour appliquer à la hussarde ses projets de contre-réformes. Ainsi, ces examens sont le moyen de donner la même valeur à l'enseignement en ligne que celui en présentiel. Ils constituent un point d'appui pour accélérer le processus de suppression de toute référence à un nombre d'heures de cours en présentiel pour vider les diplômes de leur contenu, réduire le nombre d'enseignants et donner libre cours à la chasse au profit, sur le marché lucratif des cours en ligne. Dès le 8 mai, Vidal affichait sa volonté de voir les universités franchir « un pas supplémentaire » dans cet enseignement « hybride » basé en partie sur les cours à distance. Comme le dit le directeur des services de l'Université Grenoble Alpes (UGA), J. Benelle (*Le Dauphiné libéré*, 29/04/2020) : avec le « distanciel », s'ouvre une « nouvelle voie qu'on ne pensait pas possible à ce point-là » et qui permettrait de décaler les horaires pour avoir une démarche écologique, et... de régler les problèmes de locaux et d'amphis !

Pour les étudiants, les résultats de ce test grandeur nature de l'enseignement distanciel est catastrophique, particulièrement pour ceux issus des couches populaires. « *Problème de Wi-Fi, manque de matériel, logement exigü... Le confinement est en effet venu renforcer les inégalités de conditions d'études des jeunes, habituellement partiellement gommées par l'accès à un lieu d'enseignement commun* », écrit *le Monde* du 12 mai. C'est l'application avant la lettre du projet de LPPR, dont le PDG du CNRS, l'un des porte-flingue de Macron, disait qu'elle devait être « *inégalitaire* » et « *darwinienne* » !

Comment les dirigeants des syndicats étudiants et enseignants appliquent eux-mêmes la liquidation des diplômes !

Si l'objectif du gouvernement est clair, encore faut-il expliquer les conditions de sa réalisation politique. Si le gouvernement Macron peut détruire les diplômes nationaux et les formations, sans qu'un étudiant ne sache précisément ce qu'il se passe, c'est grâce à la collaboration entière des dirigeants syndicaux.

Avec son ordonnance, la ministre Vidal donne les pleins pouvoirs aux conseils d'université (CA, Commissions de formation et de la vie universitaire – CFVU –, etc.) pour appliquer la destruction des diplômes nationaux. Les conseils d'université introduits par la loi Faure en novembre 1968 (complétées par d'autres lois), l'ont été pour un objectif précis. La loi Faure, c'est la

première loi d'autonomisation des universités, qui crée les UER, en parlant d'autonomie pédagogique, et instaure, dans ce cadre, les conseils d'université. Après la défaite infligée par la classe ouvrière et les étudiants à de Gaulle, les capitalistes ont réalisé qu'ils ne pouvaient affronter frontalement les étudiants, les enseignants et les personnels. Les conseils d'université n'ont pas été pensés comme autre chose que des cadres pour avancer dans chacune des réformes de destruction de l'université publique citées précédemment.

Dans une brochure intitulée « Cogestion et participation », l'UNEF expliquait : « *Si l'instauration de la participation réussit, ce sera un coup porté au secteur le plus combatif de Mai 68. (...) Le mouvement étudiant doit définir lui-même le type de lutte qu'il entend mener, et ne pas laisser institutionnaliser les limites de son action* ». Cela est clair : l'objectif de la participation était d'intégrer peu à peu les organisations syndicales.

Les conseils, par nature, appliquent à l'université la politique des gouvernements aux services des capitalistes. Au contraire, pour les étudiants, leur organisation, l'UNEF, a été constituée par eux-mêmes dans les Assemblées générales étudiantes (AGE) réunies en union nationale. L'UNEF devrait défendre les revendications des étudiants face aux gouvernements capitalistes et à leurs relais à l'université. Ceux qui participent aux conseils, même pour « emmerder les présidents », réduisent le combat au cadre des conseils, cadre qui respecte et applique les réformes réactionnaires des gouvernements et qui ne peut y déroger. De fait, être dans les conseils, que l'on vote ou pas, c'est refuser d'affronter le gouvernement et accepter d'appliquer sa politique. La désertification actuelle de l'UNEF, c'est la conséquence directe de la contradiction fondamentale entre l'existence de l'UNEF et sa présence dans les conseils. C'est la preuve matérielle, même inconsciente, du rejet des conseils par les étudiants.

Aujourd'hui, avec l'ordonnance 2020-351, la démonstration concrète du rôle des conseils d'université est de nouveau réalisée ; mais la situation actuelle amène la direction de l'UNEF à prendre en charge directement l'application de l'ordonnance et la destruction des diplômes nationaux.

L'exemple de l'université Paris 1 est tout à fait démonstratif de ce point de vue. Dans un communiqué, les dirigeants locaux de l'UNEF avouent que, dans le cadre des conseils, ils sont juridiquement obligés de respecter l'ordonnance. Au lieu de refuser de se faire les agents de la politique du gouvernement contre les étudiants, ils ont écrit eux-mêmes le nouveau cadrage, adopté en CFVU, dont le texte commence par : « *En application de l'ordonnance 2020-351* ». Par la suite, la présidence, accompagnée d'enseignants, a attaqué pour la forme le nouveau cadrage en justice. La défense de la présidence fut grotesque, et pour cause : l'objectif était atteint, l'ensemble des organisations syndicales ayant défendu devant la justice bourgeoise l'ordonnance de Vidal, et ainsi la consacrant.

La présidente de l'UNEF, Mélanie Luce, est allée jusqu'à écrire une lettre à la ministre Vidal, en amie, demandant la destruction des diplômes et le respect des conseils chargés de cette mission ! Nous la citons :

« Vous défendez par ces propos fermement la valeur des diplômes nationaux. J'en suis heureuse car, comme toute la communauté universitaire il me semble, telle est aussi ma conviction : nos diplômes nationaux font toute la qualité et la spécificité de l'enseignement supérieur français. Votre attachement à ceux-ci m'est donc précieux, même si je ne peux m'empêcher de remarquer qu'il va à l'encontre de nombreuses positions prises auparavant par vous-même. En permettant aux écoles privées de délivrer des diplômes équivalents à ces mêmes diplômes nationaux (bachelor de grade licence), vous les avez en effet déjà affaiblis. Néanmoins, convaincue que chacun peut changer d'avis, je passerais outre cette incohérence. (...)

Je vous alerte par ailleurs sur l'utilisation abusive de l'ordonnance que vous avez prise le 27 mars par les universités. Si celle-ci permet à la présidence d'université de prendre des décisions sans passer par les conseils lorsque ceux-ci ne peuvent pas se réunir, certaines universités se passent tout simplement des conseils centraux alors que leur réunion est possible. Par ce biais, elles bafouent totalement la démocratie universitaire qui, je tiens à la rappeler, est un héritage de 1968 afin d'intégrer les étudiant·e·s dans les décisions qui les concernent. »

La trahison est totale. Les dirigeants de l'UNEF co-élaborent directement avec le gouvernement et au sein des conseils. Les dirigeants du SNESUP poursuivent la même politique que l'UNEF au sein des conseils et auprès de la ministre, laissant les enseignants se débrouiller chacun dans leur coin. Vidal peut se permettre de menacer d'invalider les diplômes si le second semestre était neutralisé. La suspension d'un enseignant-chercheur de Saclay par la présidence de l'université en est la conséquence directe. Face à la levée de bouclier de ses collègues, qui sont sentis directement visés, ce dernier a été finalement réhabilité, mais l'AGE UNEF Saclay, avec la FSU et la CGT, réclament de « *plus amples explications et excuses face à la dérive autoritaire* ». De fait, ils se font juges contre l'enseignant.

Par ailleurs, du côté des autres « syndicats » étudiants, Solidaires, FSE, la politique est exactement la même. Pour cause, ces organisations n'ont jamais été constituées par les étudiants, ce sont des ruptures d'appareils. Mais tous partagent la même politique : tous dans les conseils et tous d'en appeler à la responsabilité de la ministre ! Tous, à des nuances formelles, ont appliqué l'ordonnance (à Paris 1, c'est dans l'unité que cela s'est réalisé). Les dirigeants de ces organisations ne se disposent qu'en fonction de la politique de la direction de l'UNEF, ils partagent la même responsabilité : celle de la division des étudiants et de la destruction actuelle de l'université.

Combattre à l'université aujourd'hui

La responsabilité de la direction de l'UNEF est de défendre les revendications des étudiants :

Abrogation de l'ordonnance 2020-351 ! Défense inconditionnelle des diplômes nationaux ! Non à l'organisation des examens à distance en ligne (DM, QCM) ! Non à la télésurveillance des épreuves ! Validation nationale du semestre pair et attribution de l'année selon le semestre impair ! En septembre, tenue des rattrapages pour le semestre impair dans des conditions sanitaires adaptées !

Il ne faut pas mentir. Une étape décisive dans la liquidation des diplômes nationaux a été franchie avec la tenue des « partiels en ligne ». Mais le combat pour l'abrogation de l'ordonnance reste central, ce qui implique nécessairement d'affronter le gouvernement Macron et sa ministre Vidal. **Pour cela, l'ensemble des dirigeants syndicaux doit organiser la sortie immédiate des conseils, cesser toute concertation avec le gouvernement et appeler au combat central de la jeunesse et des enseignants dans cet objectif.**

Les dirigeants syndicaux ne le feront pas d'eux-mêmes, il s'agit de leur imposer. La tâche politique des étudiants révolutionnaires est de militer dans leur syndicat, pour que celui-ci prenne position pour les mots d'ordre de défense des étudiants contre la politique destructrice du gouvernement et refuse de l'appliquer en sortant des conseils. Face à Vidal et à ses conseils, il faut à tout prix que l'UNEF lance une campagne où elle explique la situation à l'ensemble des étudiants, dans les promotions, et les appelle à combattre nationalement pour imposer leurs revendications. L'UNEF doit appeler à l'unité le SNESUP, en premier lieu, mais aussi l'ensemble des organisations syndicales du supérieur dans cet objectif.

Les étudiants révolutionnaires ne font pas de raccourcis. La situation actuelle pose des difficultés particulières. Mais constamment, ils partent de la situation objective, dressent une perspective et combattent auprès des étudiants pour qu'ils s'emparent eux-mêmes de leur organisation et imposent à la direction de l'UNEF leurs objectifs et mandats.

En cela, une motion adoptée par des étudiants de L3 à Montpellier indique la voie à suivre :

« Nous appelons les directions nationales de nos organisations syndicales, en premier lieu l'UNEF, mais aussi FSE et Solidaires Étudiants ; à prendre leur responsabilité et à organiser nationalement le combat pour la satisfaction de nos revendications. N'allez pas discuter dans les conseils qui organisent les diplômes à la carte. De plus, il est clairement à l'heure actuelle de la responsabilité de la direction nationale de l'UNEF d'appeler les directions nationales de toutes les structures syndicales à organiser l'unité pour l'abrogation de ladite ordonnance contenue dans la loi d'urgence sanitaire.

Nous nous adressons à nos enseignants pour que, comme nous, ils se tournent vers les directions nationales et locales de leurs organisations syndicales, SNESUP, FERC-CGT, FO-SUP, Solidaires ; afin que les organisations syndicales reprennent l'ensemble de nos revendications et permettent, avec l'UNEF, la réalisation de l'unité étudiants-enseignants en ce sens. »

Les étudiants révolutionnaires combattent dans l'UNEF parce qu'historiquement il s'agit du syndicat créé par les étudiants et relié au mouvement ouvrier. Lorsque plusieurs syndicats existent sur une faculté, ils mènent le combat pour l'unité des syndicats sur les mots d'ordre des étudiants, aujourd'hui l'abrogation de l'ordonnance et la validation nationale du semestre pair. Mais nationalement, la responsabilité pèse entièrement sur l'UNEF.

Mais aussi dans l'immédiat : il est nécessaire de prendre toutes les initiatives pour assurer la survie d'une masse d'étudiants. La situation impose la mise à disposition immédiate des cités universitaires pour loger gratuitement les étudiants ainsi que l'organisation de leur ravitaillement gratuit par les CROUS avec protection intégrale (tenue complète) des salariés. Il revient à l'UNEF, en concertation avec les organisations syndicales des personnels des CROUS, de revendiquer sous leur seul contrôle la gestion du fonctionnement des CROUS pour satisfaire dans l'urgence aux besoins des étudiants.

La jeunesse a son sort lié à celui du prolétariat

Pour tenter de faire repartir l'économie, les États, en concertation avec les patrons et les dirigeants des organisations syndicales, ont un objectif partagé : faire reprendre le travail à tout prix, faire en sorte que l'extraction de la plus-value, qui génère le profit capitaliste, reprenne quelles que soient les conditions. En France, le gouvernement a envoyé les enfants et le corps enseignant en première ligne de son plan de déconfinement sans garantie sanitaire sérieuse. Il s'agit au mieux de limiter les pertes. Contre l'avis du conseil scientifique nommé par le gouvernement, Blanquer a réussi à imposer une reprise à marche forcée de l'enseignement, en fait une garderie pour permettre le retour au travail des parents, dans le primaire puis dans les collèges, dans des conditions de dislocation consciente et programmée de l'école publique et du corps des enseignants. Face à l'initiative de Blanquer au nom du gouvernement, les dirigeants de la FSU, du SNES, du SNUipp ont totalement capitulé.

Force est de constater : ni les partis ouvriers traîtres d'origine ouvrière (PS, PCF) ni les dirigeants des confédérations et fédérations (CGT, FO, FSU, UNEF) n'ont ouvert une quelconque perspective de combat contre la loi d'état d'urgence sanitaire. Ils se sont situés sur le terrain de son insuffisance. De fait, ils appellent les travailleurs à collaborer entreprise par entreprise, école par école, établissement scolaire par établissement scolaire à travers les protocoles de reprise. La concertation entre le gouvernement et les dirigeants ne connaît pas d'interruption. Avec cette loi d'exception qui vient d'être prolongée, le

gouvernement a toute latitude pour accentuer les attaques contre la classe ouvrière et la jeunesse. Il s'agit pour le gouvernement de concrétiser et d'amplifier les offensives engagées avant la pandémie. Les objectifs du gouvernement sont clairs : faire payer au prolétariat et à la jeunesse le prix de la crise du mode de production capitaliste. Pour le gouvernement Macron-Philippe, l'offensive est générale, dans tous les domaines : droit du travail, assurance-chômage, retraites, Sécurité sociale, statut des fonctionnaires, droit aux études, instauration de l'État policier. Tous les acquis doivent être liquidés et détruits. Toute tentative de résistance doit être annihilée par la répression policière à coup de matraque, de LBD et d'emprisonnement.

Pour une organisation des étudiants révolutionnaires !

Dans un texte intitulé « Socialisme ou Barbarie ? », Rosa Luxemburg cite Engels :

« Friedrich Engels a dit un jour : « La société bourgeoise est placée devant un dilemme : ou bien passage au socialisme ou rechute dans la barbarie. » [...] Nous sommes placés aujourd'hui devant ce choix : ou bien triomphe de l'impérialisme et décadence de toute civilisation, avec pour conséquences, comme dans la Rome antique, le dépeuplement, la désolation, la dégénérescence, un grand cimetière ; ou bien victoire du socialisme, c'est-à-dire de la lutte consciente du prolétariat international contre l'impérialisme et contre sa méthode d'action : la guerre. »

La démonstration n'est plus à faire, le système capitaliste, plus qu'à son stade putréfié, est un cadavre en décomposition. La survie de ce système ne peut amener qu'à la destruction sociale de l'humanité, à la barbarie rampante.

Dans l'histoire récente, le capitalisme parvenu au XXe siècle au stade de l'impérialisme, déjà marqué par un fantastique développement de l'économie d'armement, n'a surmonté ses crises les plus violentes que par la guerre. La guerre commence par relancer la machine économique par la production massive d'armes et la subordination de l'ensemble de l'économie, l'industrie en particulier, à cette fin. Elle détruit de manière massive les forces productives, les travailleurs et les usines en les écrasant sous les bombes et la mitraille. Ainsi, pour le système capitaliste, la guerre peut être le point de départ d'une nouvelle phase de « croissance » du fait de la nécessaire reconstruction économique. C'est ce qui explique la relative prospérité des puissances impérialistes pendant la période dite des « Trente glorieuses », au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Les termes de l'alternative, « socialisme ou barbarie », posés par Rosa Luxemburg en 1915, sont plus que jamais d'actualité.

Le seul avenir que ce système réserve à la jeunesse, c'est la misère et la guerre. Un article du journal patronal *Les Échos* l'exprime ainsi : « Des centaines de milliers de jeunes vont se fracasser dès la rentrée sur un marché du travail fermé. Des salariés qui pouvaient raisonnablement compter sur la stabilité de leur emploi vont voir celui-ci menacé. L'urgence va être de maintenir la cohésion de nos sociétés, de répondre à cette angoisse qui tenaille des millions de salariés, d'indépendants, d'entrepreneurs ». Dans les combats qu'elle a engagés ces dernières années dans le monde entier, la jeunesse a démontré qu'elle ne peut tolérer de se voir fermer toute perspective d'avenir, la bourgeoisie en est bien consciente.

« L'urgence va être de maintenir la cohésion de nos sociétés. » Ce qui veut dire tout mettre en œuvre pour sauver l'ordre social, celui du mode de production capitaliste, de l'exploitation du travail salarié. Ce n'est pas un hasard si pendant le confinement les jeunes des banlieues ont payé le prix le plus lourd à la répression policière. Pendant l'épidémie, l'État a acheté pour plus de 3 millions d'euros de grenades lacrymogènes. Avec le gouvernement Macron, la marche à l'État policier s'est brutalement accélérée, notamment avec la loi d'état d'urgence sanitaire. L'État de demain, c'est encore plus de policiers, de juges et de prisons, encore plus de crédits pour l'armement et les interventions militaires en Afrique et au Moyen-Orient, en même temps que l'asphyxie de l'école publique.

La seule question à laquelle il mérite de s'intéresser à répondre : comment en finir avec le système capitaliste, quelle alternative ?

Dans le cadre du capitalisme en crise, il n'y a aucun avenir pour la jeunesse autre que le chômage, la déqualification, la misère. Il ne peut y avoir d'issue que si la production est organisée, non en fonction du profit capitaliste, mais des besoins des masses, ce qui inclut la préservation de l'environnement dans lequel nous vivons.

Tout dépend au premier chef du prolétariat, et de l'établissement du socialisme comme mode de production. La seule perspective qu'il faut ouvrir au prolétariat et à la jeunesse, c'est la constitution de gouvernements ouvriers qui s'engagent sur cette voie, avec comme tâche immédiate l'expropriation des grands groupes capitalistes, des banques et l'étatisation du système de crédit, et en même temps, en France, l'objectif d'en finir avec la Ve République, de démanteler l'appareil de répression militaire et policier. Ce gouvernement ne peut être qu'une étape dans la voie des États-Unis socialistes d'Europe, préface à la fédération mondiale des États-Unis socialistes et au socialisme. Sur ces objectifs, doivent commencer à se regrouper les jeunes en vue de la constitution partout d'organisations révolutionnaires de la jeunesse, d'une Internationale révolutionnaire de la jeunesse.

Le Programme de transition, sous-titré « l'agonie du capitalisme et les tâches de la IVe Internationale », écrit par Léon Trotsky, souligne :

« La rénovation du mouvement se fait par la jeunesse, libre de toute responsabilité pour le passé. La IVe Internationale prête une attention exceptionnelle à la jeune génération du prolétariat. Par toute sa politique, elle s'efforce d'inspirer à la jeunesse confiance dans ses propres forces et dans son avenir. Seul l'enthousiasme frais et l'esprit offensif de la jeunesse peuvent assurer les premiers succès dans la lutte : seuls, ces succès peuvent faire revenir dans la voie de la révolution les meilleurs éléments de la vieille génération. Il en fut toujours ainsi, il en sera ainsi ».

Pour cela, la classe ouvrière a besoin de partis ouvriers révolutionnaires et d'une internationale ouvrière révolutionnaire combattant au sein de la classe ouvrière pour cette perspective.

--

Les militants révolutionnaires n'ont pas d'intérêts différents de ceux des étudiants. Ils combattent pour organiser une avant-garde, pour définir les buts du mouvement étudiant dans l'unité avec le mouvement ouvrier et les moyens d'y parvenir. La lutte pour la révolution englobe la lutte pour la défense des intérêts des étudiants.

En ce sens, nous appelons les étudiants partageant ces objectifs à se regrouper avec nous pour discuter et établir la perspective de la construction d'une organisation révolutionnaire étudiante, composante d'une organisation de jeunesse révolutionnaire et pour la construction d'une Internationale de jeunesse révolutionnaire.

★

BULLETIN D'ABONNEMENT A « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » (10 NUMEROS : 30 EUROS)

NOM :PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :LOCALITE :

Chèques à l'ordre de : A.E.P.S. - Envoyer à : A.E.P.S. – 1 bis, rue GUTENBERG - 93100 MONTREUIL

★

Directeur de la publication : Roland MICHEL – Commission paritaire n°67187 – Numéro°ISSN: 0763790 X – Imprimerie spéciale

<http://socialisme.free.fr> - e-mail : socialisme@free